



## REGLEMENT D'ORGANISATION DU CONSEIL COMMUNAL

Le Conseil communal de la Commune de Cheyres-Châbles

**Vu :**

- L'article 61 al. 4 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo, RSF 140.1) ;
- Le règlement communal sur le statut et la rétribution des conseillers communaux,

**Arrête :**

### **CHAP. I : ORGANISATION<sup>1</sup>**

#### **Art. 1 Constitution et répartition des dicastères**

<sup>1</sup> La convocation à la première séance ainsi que la constitution du Conseil communal nouvellement élu sont réglées conformément à l'article 58 LCo.

<sup>2</sup> Le Conseil communal détermine les différents dicastères et leur répartition entre les membres. La liste de la répartition figure en annexe du présent règlement<sup>2</sup>. La même règle s'applique en cas d'élections complémentaires.

#### **Art. 2 Registre des intérêts**

Chaque membre du Conseil communal signale au ou à la secrétaire communal-e le ou les liens qui le lient à des intérêts privés ou publics au sens de l'article 13 de la loi sur l'information et l'accès aux documents (LInf) (RSF 17.5). Il en va de même de tout changement survenant en cours de législature.<sup>3</sup>

#### **Art. 3 Remise des affaires**

La remise des affaires a lieu conformément à l'article 59 LCo.

#### **Art. 4 Jour des séances, calendrier des séances, convocation**

<sup>1</sup> Les séances ordinaires du Conseil communal se déroulent en général le lundi, à 19h00 à la salle du Conseil à Cheyres<sup>4</sup>. L'ordre du jour est réglé à l'article 10.

<sup>1</sup> Renvoi général à l'art. 61 al.4 LCo et à l'art. 24a RELCo.

<sup>2</sup> Art. 61 al.3 LCo.

<sup>3</sup> Les liens sont mentionnés dans un registre accessible au public. La mise en œuvre du registre des intérêts est régie par l'article 14 LInf. Cette disposition peut être supprimée si le règlement sur le statut et la rétribution des conseillers communaux traite du sujet.

<sup>4</sup> Art. 62 al.1 LCo.



<sup>2</sup> En outre, le Conseil communal peut être convoqué pour les motifs cités à l'article 62 al. 2 LCo.

## **Art. 5 Dossiers**

<sup>1</sup> Pour les affaires devant être traitées par le Conseil communal, des copies des pièces essentielles des dossiers nécessaires à la prise de décision doivent être remises à tous les membres du Conseil communal par le secrétariat, soit de manière physique, soit sur une plate-forme électronique sécurisée. Chaque membre du Conseil communal peut demander des copies d'autres pièces du dossier auprès du responsable du dicastère.

<sup>2</sup> Les dossiers non copiés ainsi que des dossiers transmis au Conseil communal à titre d'information sont mis à disposition des membres du Conseil communal au secrétariat ou sur une plate-forme électronique sécurisée pour consultation.

<sup>3</sup> Chaque membre du Conseil communal veille à conserver en lieu sûr les dossiers reçus. Lorsqu'il quitte ses fonctions, il remet les dossiers soit à son successeur, soit au secrétariat.

## **Art. 6 Consultation des dossiers**

<sup>1</sup> Les membres du Conseil communal ont le droit de consulter tous les dossiers de l'administration communale nécessaires à l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup> Les dossiers qui relèvent de la sphère privée sont traités avec toute la réserve voulue.

<sup>3</sup> Le droit de consulter les données fiscales et les dossiers d'aide sociale est autorisé pour de justes motifs.

## **Art. 7 Procès-verbal**

<sup>1</sup> Les séances du Conseil communal font l'objet d'un procès-verbal conformément à l'article 66 LCo.

<sup>2</sup> Par principe, le procès-verbal résume les aspects importants des délibérations et de la décision.

<sup>3</sup> Le procès-verbal est assuré par le ou la secrétaire ou placé sous sa responsabilité. Une fois rédigé, il est mis à disposition de tous les membres du Conseil communal en vue de son approbation ultérieure<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Art. 32 RELCo. Le Conseil communal détermine le mode de mise à disposition du procès-verbal, en tenant compte de la garantie du secret de fonction.



<sup>4</sup> Sur décision préalable, le Conseil communal traite les propositions de modifications et approuve le procès-verbal.

<sup>5</sup> En cas de difficultés, les débats peuvent être enregistrés. Le cas échéant, les enregistrements sont conservés jusqu'à la décision du Conseil communal de les détruire.

<sup>6</sup> Le procès-verbal n'est pas accessible au public. Toutefois, le Conseil communal peut autoriser, par une décision prise à l'unanimité, la consultation de tout ou partie du procès-verbal de la séance (art. 103<sup>bis</sup> al. 2 let. a LCo).<sup>6</sup>

### **Art. 8 Documentation**

<sup>1</sup> Les propositions soumises au Conseil communal doivent être accompagnées des documents ou indications orales utiles à la compréhension de l'affaire.

<sup>2</sup> Pour le courrier émanant du Conseil communal, en règle générale, la secrétaire est responsable d'établir le courrier. Le conseiller ou de la conseillère communal-e soumet un projet ou une proposition et en supervise sa rédaction, en cas de nécessité.

### **Art. 9 Exécution des décisions**

<sup>1</sup> Les décisions du Conseil communal sont exécutées, en principe, sous la responsabilité du conseiller ou de la conseillère communal-e qui a formulé la proposition.

<sup>2</sup> Lorsque l'objet concerne plusieurs dicastères, les conseillers ou conseillères communaux-ales responsables se coordonnent.

## **CHAP. II : SEANCES**

### **Art. 10 Ordre du jour**

<sup>1</sup> Les affaires sont portées à l'ordre du jour lorsqu'elles sont annoncées au secrétariat jusqu'au jeudi à 18h00.

---

<sup>6</sup> Le Conseil communal dispose de la même compétence pour les procès-verbaux des commissions de la commune (cf. art. 103<sup>bis</sup> al. 1 let. a LCo). Toutefois, dans les communes qui ont un conseil général, cette compétence relève du Bureau du conseil général lorsqu'il s'agit d'une commission dépendant du conseil général (Art. 103<sup>bis</sup> al. 1 let. b LCo).



<sup>2</sup> Le syndic ou la syndique et/ou le ou la secrétaire<sup>7</sup> établissent l'ordre du jour des séances au vu des affaires qui ont été annoncées.

<sup>3</sup> Le secrétariat adresse à tous les membres du Conseil communal l'ordre du jour jusqu'au vendredi à 18h00.

<sup>4</sup> A titre exceptionnel, le Conseil communal peut, d'entente avec tous les membres présents à la séance, entrer en matière sur des affaires ne figurant pas à l'ordre du jour.

### **Art. 11 Huis clos**

Les séances du Conseil communal se tiennent à huis clos. Toutefois, en présence d'un intérêt particulier justifiant la publicité, le Conseil communal peut décider de lever entièrement ou partiellement le huis-clos (art. 62 al. 3 LCo et art. 5 al. 2 LInf).

### **Art. 12 Direction des débats**

Le syndic ou la syndique dirige les séances du Conseil communal. En cas d'absence ou de récusation, l'article 61a al. 4 LCo s'applique.

### **Art. 13 Recours à des spécialistes**

Le Conseil communal peut entendre des tiers avant de prendre ses décisions.<sup>8</sup>

### **Art. 14 Déroulement des délibérations**

<sup>1</sup> Le syndic ou la syndique donne d'abord la parole au conseiller ou à la conseillère communal-e responsable de l'affaire en délibération, puis, le cas échéant, au(x) conseiller(s) communal(aux) ou à la (aux) conseillère(s) communale(s) de(s) l'autre/autres dicastère(s) concerné(s). La discussion est ensuite ouverte.

<sup>2</sup> Pour les affaires complexes ou sur proposition d'un de ses membres, le Conseil communal peut décider de mener d'abord un débat d'entrée en matière.

---

<sup>7</sup> A préciser en fonction des personnes qui établissent la proposition d'ordre du jour.

<sup>8</sup> Les personnes présentes à une séance du conseil communal sont tenues de garder le secret sur les délibérations, en particulier sur les avis exprimés lors de celles-ci, à moins qu'elles n'en soient déliées par le conseil communal (art. 83b al. 2 LCo, seul applicable aux séances du conseil communal en vertu de l'article 42h al. 2 RELCo).



<sup>3</sup> Le syndic ou la syndique clôt la discussion lorsque la parole n'est plus demandée ou qu'une motion d'ordre y afférente a été approuvée.

### **Art. 15 Décisions et nomination**

<sup>1</sup> La procédure de prise des décisions ainsi que celle relative aux nominations sont réglées à l'article 64 LCo.

<sup>2</sup> Conformément à l'article 64 al. 2 LCo, les membres du Conseil communal sont tenus de se prononcer.

### **Art. 16 Information et accès aux documents**

<sup>1</sup> Le Conseil communal informe la population conformément à l'article 83a LCo ainsi qu'aux articles 42a, 42b et 42e à 42f RELCo.<sup>9</sup>

<sup>2</sup> Les demandes d'accès aux documents sont traitées conformément aux articles 42c et 42g RELCo.<sup>10</sup>

## **CHAP. III : REPRESENTATION**

### **Art. 17 Signature**

Les actes du Conseil communal et les éventuels actes d'autres organes de la commune sont signés conformément à l'article 83 LCo.

### **Art. 18 Délégations de compétences**

Pas applicable.

### **Art. 19 Règles financières**

Les règles financières de la compétence du Conseil communal font l'objet d'un règlement distinct.

<sup>9</sup> Le renvoi aux articles 42a ss RELCo rappelle les dispositions applicables (pour le surplus, cf. art. 8 à 16 de la loi sur l'information et l'accès aux documents [LInf] [RSF 17.5]). A supposer qu'une commune entende déroger aux règles prévues pour les compétences d'informer (art. 42e à 42f RELCo), elle doit édicter un règlement de portée générale (art. 42d al. 2 RELCo).

<sup>10</sup> Le renvoi se réfère à la solution applicable par défaut. La procédure et la mise en œuvre du droit d'accès sont régies par les articles 31 à 41 LInf. A supposer qu'une commune entende déroger à ce régime, elle doit édicter un règlement de portée générale (p.ex. pour instituer son propre organe spécialisé ou pour préciser les modalités d'exercice du droit d'accès, cf. art. 42d al. 1 let. c à e RELCo).



## CHAP. IV : SITUATION CONFLICTUELLE

### Art. 20 Procédure de règlement des conflits

<sup>1</sup> En situation de conflit, le syndic ou la syndique convoque une séance extraordinaire. En cas de besoin, il ou elle peut proposer une-e mentor ou un médiateur ou une médiatrice.

<sup>2</sup> Lorsque le syndic ou la syndique est à l'origine du conflit, deux conseillers ou conseillères communaux-ales peuvent convoquer une séance extraordinaire<sup>11</sup>.

<sup>3</sup> Les discussions se déroulent de manière à aboutir à une solution commune<sup>12</sup>.

<sup>4</sup> Lorsque des irrégularités sont constatées, les articles 150 ss LCo s'appliquent.

## CHAP. V : STATUT ET RETRIBUTION

### Art. 21 Règlement sur le statut et la rétribution des membres du Conseil communal<sup>13</sup>

Pas applicable.

### Art. 22 Règles d'exécution<sup>14</sup>

<sup>1</sup> Dans le cadre posé par le règlement sur le statut et la rémunération des membres du Conseil communal, ceux-ci sont rétribués conformément à l'annexe 2 du présent règlement.

---

<sup>11</sup> Art. 62 al. 2 let. b LCo.

<sup>12</sup> A ce titre, la détermination, au début de la législature ou en situation saine, d'une charte de bonne conduite ou de règles du jeu est appréciable.

<sup>13</sup> Entre les communes où tous les exécutifs sont des miliciens et celles où tous les sièges de l'exécutif sont des postes à plein temps, il existe une grande variété de solutions intermédiaires, qui peuvent cependant avoir un impact similaire en termes d'EPT et de charges salariales et sociales. Compte tenu de l'importance de cette question, il est recommandé de prévoir à ce sujet un règlement de portée générale, non seulement pour le cas extrême de l'article 61 al. 6 LCo (cf. art. 84 al. 1 LCo).

<sup>14</sup> Selon les choix des communes, l'annexe mentionnée dans le présent article pourra être remplacée par les dispositions d'exécution du règlement fixant le statut et la rétribution du conseil communal. Dans ce cas, l'article est à adapter.



<sup>2</sup> A moins d'un autre système de rémunération choisi dans le règlement précité, l'annexe 2 fixe le montant des vacations, des jetons de présence et des divers défraiements des membres du Conseil communal.

## CHAP. VI : DISPOSITIONS FINALES

### Art. 23 Entrée en vigueur et publication

- <sup>1</sup> Le présent règlement abroge le règlement d'organisation du conseil communal du 27 février 2017 et entre en vigueur le 28 juin 2021<sup>15</sup>
- <sup>2</sup> Le présent règlement est publié sur le site internet de la commune, avec les autres règlements communaux.

Approuvé par le Conseil communal dans sa séance du 28 juin 2021<sup>16</sup>

Au nom du Conseil communal :

Le Syndic  
Fabien Monney



La Secrétaire  
Stéphanie Ghalouni



## LISTE DES ANNEXES AU REGLEMENT D'ORGANISATION DU CONSEIL COMMUNAL

Annexe 1 : Liste de répartition des dicastères (art. 1 al. 2 du règlement).

Annexe 2 : Rétribution des membres du Conseil communal (art. 22 du règlement).

<sup>15</sup> Etant donné que l'obligation pour les conseils communaux de se doter d'un règlement d'organisation date de l'année 2007, il convient de prévoir désormais une disposition abrogative.

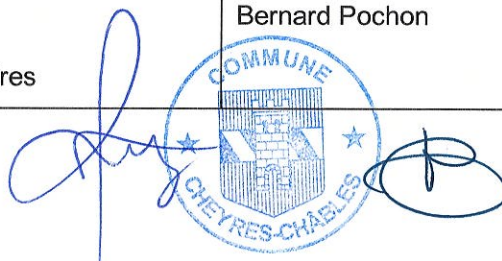
<sup>16</sup> Art. 61 al.4 : transmettre un exemplaire du règlement d'organisation au Préfet ainsi qu'au Service des communes.



## Législature 2021-2026 – ATTRIBUTION DES DICASTERES

Arrêté en séance de Conseil communal le 17 janvier 2022

	Conseiller-ère	Suppléant-e
<b>ADMINISTRATION GENERALE</b>		
Conseil général (législatif) Conseil communal (exécutif) Commissions Administration générale	Fabien Monney, syndic	Philippe Rapo, vice-syndic
Administration des finances et des contributions	Philippe Rapo	Stéphane Rey
Site Internet Réseaux sociaux Bulletin communal Cheyres-Châbles Infos	Philippe Rapo	Stéphane Rey
<b>ORDRE PUBLIC – SECURITE ET DEFENSE</b>		
Justice Questions juridiques	Fabien Monney	Philippe Rapo
Service du feu Défense militaire Protection civile	Fabien Monney	Stéphane Rey
<b>ECOLES – PETITE ENFANCE – ACCUEIL EXTRA-SCOLAIRE – FORMATION</b>		
Scolarité obligatoire Administration, service médical Activités, transports Ecoles spécialisées Accueil extra-scolaire (AES) Crèche – petite enfance Formation professionnelle	Christina Darcey	Bernard Pochon
<b>CULTURE – SPORTS – LOISIRS</b>		
Sports Bibliothèque publique Jumelage Manifestations Festi'Cheyres Société locales Animation 3 <sup>ème</sup> âge	Bernard Pochon	Philippe Rapo
Chemins pédestres	Stéphane Delley	Philippe Rapo
<b>SANTE</b>		
Réseau Santé Social Broye Fribourgeoise (RSSBF) Hôpitaux, soins ambulatoires Homes médicalisés du district Contrôle des denrées alimentaires	Bernard Pochon	Christina Darcey







	Conseiller-ère	Suppléant-e
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>		
AVS/APG/AI/ Assurances chômage Caisse de compensation Aide sociale, Aide humanitaire	Bernard Pochon	Christina Darcey
<b>TRAFICS ET TELECOMMUNICATIONS</b>		
Routes cantonales et communales, génie-civil Réseaux souterrains (mille-feuille) Eclairage public	Christian Cornioley	Stéphane Delley
Régional et agglomération Transports publics, cartes CFF	Stéphane Delley	Christian Cornioley
Ports communaux	Philippe Rapo	Bernard Pochon
Service des parcs et chemins (voirie)	Stéphane Delley	Christian Cornioley
<b>PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>		
Déchetterie	Stéphane Delley	Christian Cornioley
Approvisionnement en eau (ARRIBRU) Protection des eaux Traitement et évacuation des eaux EU/EC (ERES)	Christian Cornioley	Stéphane Delley
Sites pollués Correction des cours d'eau, endiguements Cimetière	Stéphane Delley	Fabien Monney
Grande-Cariçaie	Philippe Rapo	Bernard Pochon
Aménagement du territoire Police des constructions	Stéphane Rey	Fabien Monney
<b>ECONOMIE PUBLIQUE</b>		
Agriculture Vignobles Forêts	Stéphane Delley	Stéphane Rey
Corporation forestière	Fabien Monney	Stéphane Rey
Bâtiments communaux	Stéphane Rey	Fabien Monney
Estavayer-Payerne Tourisme Cheyres-Châbles Tourisme	Bernard Pochon	Philippe Rapo
<b>FINANCES ET IMPOTS</b>		
Péréquation financière intercommunale et part aux recettes Administration de la fortune et de la dette	Philippe Rapo	Bernard Pochon
Impôts communaux ordinaires et spéciaux	Philippe Rapo	Bernard Pochon



## RETRIBUTION DES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL

		VALABLE POUR LA PERIODE
		2021-2026
<b>A HONORAIRES ANNUELS</b>		<b>en CHF</b>
<b>1. Fixes</b>		
M. le Syndic ou Mme la Syndique	<i>fixe annuel</i> <i>frais forfaitaires annuels</i>	3'500.00 1'500.00
M. le Vice-Syndic ou Mme la Vice-Syndique	<i>fixe annuel</i> <i>frais forfaitaires annuels</i>	3'500.00 1'500.00
Mmes et MM. les Conseillers communaux	<i>fixe annuel</i> <i>frais forfaitaires annuels</i>	3'500.00 1'500.00
<b>2. Séances du Conseil communal</b>	<i>par séance</i>	80.00
<b>3. Séances du Conseil général</b>	<i>par séance</i>	80.00
<b>B COMMISSIONS ET DELEGATIONS OFFICIELLES</b>		<b>en CHF</b>
<b>1. Commissions</b>		
Président/e & membre/s	<i>forfait par séance</i>	50.00
Le/la président-e	<i>par heure de préparation</i>	40.00
Le/la secrétaire	<i>par heure de rédaction</i>	40.00
<b>2. Délégations officielles</b>	<i>par heure</i>	40.00
par ex. assemblée, comité, séance		
<b>3. Autres délégations pour manifestations communales</b>	<i>forfait</i>	80.00
par ex. dîner des aînés, accueil nouveaux citoyens, accueil nouveaux habitants, etc.)		
<b>4. Autres délégations pour manifestations</b>	<i>forfait</i>	40.00
par ex. manifestation sportive, culturelle, inauguration, Festicheyres, bénichon, etc..)		
<b>C DEPLACEMENTS ET FRAIS CONSEQUENTS</b>		<b>en CHF</b>
<b>1. Transports publics</b>		selon titre de transport
<b>2. Véhicules privés</b>	en CHF par km	0.70
<b>3. Hôtels, repas</b>		selon quittance
<b>4. Déplacements hors commune</b>		selon quittance selon temps de trajet (par l'itinéraire le plus rapide)
<b>5. Déplacements sur le territoire communal</b>		compris dans frais forfaitaires

## OBSERVATIONS

*Le montant des honoraires annuels selon A1 est versé mensuellement sur la fiche de salaire*

*Les frais forfaitaires annuels comprennent par exemple les téléphones, le papier, l'encre, les km intérieurs ainsi que divers frais généraux liés à la fonction.*

*Les montants de la présente tablelle s'entendent brut (sauf frais, km, titre de transport et quittance qui sont des montants nets)*

*Les délégations selon B2 ne sont rétribuées que si une invitation officielle a été adressée au Conseil communal et que ce dernier désigne expressément le délégué chargé de le représenter. En règle générale, un seul délégué communal (conseiller en charge du dicastère) est mandaté pour représenter la Commune. Le Conseil communal peut autoriser des exceptions.*

*Les comités, assemblées ou délégations selon B2 ne sont pas rémunérées si elles sont déjà financées par un organe tiers (association de commune par ex, etc.).*

*Le calcul de la rétribution se détermine comme suit : temps de déplacement aller, dès le domicile - temps réel de la prestation officielle - temps de retour, jusqu'au domicile [tarif horaire selon B2]. A cela s'ajoute l'indemnité kilométrique (nombre de kilomètres pour le trajet aller et retour par l'itinéraire le plus rapide) [tarif selon C1] ou l'usage de transport publics [tarif selon C2] et éventuellement les frais de logement ou repas [tarifs selon C3]. La partie récréative n'est pas rémunéré. Le temps décompté est arrondi au quart d'heure supérieur.*

*Les délégations selon B3 et B4 sont rémunérés au moyen d'un forfait. En règle générale, deux délégués sont mandatés pour représenter la Commune. Le Conseil communal peut autoriser des exceptions.*

*Les cas spéciaux et les litiges sont tranchés par le Conseil communal.*

*Proposé en séance du Conseil communal du 28 juin 2021.*

Le syndic  
Fabien Monney




La secrétaire  
Stéphanie Ghalouni



*Adopté par le Conseil général en séance de 9 août 2021.*

Le président  
Raphaël Balestra



La secrétaire  
Stéphanie Ghalouni

